

**Motion adoptée par le Congrès de l'Université de Strasbourg  
(Le 12 octobre 2012)**

Les membres du Congrès de l'Université de Strasbourg, réunis par son président à l'occasion de la tenue des Assises territoriales, s'adressent à Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour l'alerter sur la situation budgétaire critique de leur établissement et l'urgence qu'il y a à y remédier par un soutien financier de l'État à la hauteur des enjeux.

Comme de nombreuses universités françaises, l'Université de Strasbourg ne dispose plus des moyens financiers nécessaires à son bon fonctionnement et ne peut plus assurer dans des conditions décentes ses missions fondamentales que sont la formation de ses étudiants et le développement de sa recherche. Les mesures d'économie durables que l'université est aujourd'hui contrainte de mettre en œuvre (gel des investissements, réduction de l'offre de formation, baisse des moyens alloués à la recherche, non renouvellement de CDD, gels de postes) sont en grande partie la conséquence d'engagements non tenus par les précédents gouvernements : les nouvelles charges liées à l'autonomie de notre établissement n'ont pas été compensées par l'État.

**Le Congrès demande à Madame la Ministre que soient ouvertes des négociations entre le ministère et l'université afin d'étudier et de mettre en œuvre les moyens qui doivent permettre à l'État d'assurer pleinement ses engagements et à l'université de recouvrer ses créances. Les élus et représentants de l'Université de Strasbourg n'acceptent pas que les étudiants et l'ensemble de la communauté universitaire aient à subir les conséquences d'une situation financière dont l'État est en grande partie comptable. C'est pourquoi, par la présente motion, ils s'engagent à ne pas faire supporter aux étudiants un sous financement de l'Université et à ne pas supprimer des diplômes qui sont nécessaires à la diversité et à la richesse de l'offre de formation de l'université de Strasbourg. Ils s'engagent enfin à ne pas sacrifier la qualité de la pédagogie et de la recherche au nom d'une excessive rigueur budgétaire.**

*Motion présentée par l'UNEF et l'intersyndicale Agir Ensemble (SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SNTRS-CGT, SES-CGT, SNPREES-FO), adoptée à l'unanimité.*